

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

Blois, le 09/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

20, rue Rocheboyer
41100 ST OUEN

Références : 2022 – 153/ PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2022 dans l'établissement REVIVAL implanté 20, rue Rocheboyer 41100 ST OUEN. L'inspection a été annoncée le 29/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale concernant les établissements situés dans la bande des 100 mètres autour d'un site SEVESO pour tirer les enseignements de l'incendie de l'usine LUBRIZOL intervenu en septembre 2019, vise à informer les sites voisins et à vérifier l'absence de risques d'effets dominos dans la bande des 100 mètres autour des limites d'exploitation de l'établissement SEVESO concerné (dans le CAS de REVIVAL : BS ENVIRONNEMENT).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 20, rue Rocheboyer 41100 ST OUEN
- Code AIOT dans GUN : 0010004965
- Régime : Autorisation

La société REVIVAL assure la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des métaux ferreux et non ferreux, des biens de consommation arrivés en fin de vie (automobiles, déchets d'équipement électriques et électroniques, etc.), ainsi que des matières de récupération (démolitions industrielles, par exemple) et des déchets neufs industriels (chutes de fabrication).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale dans la bande des 100 mètres autour d'un site SEVESO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.5.6	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des installations	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.2.1 modifié par l'art 3 de l'APC du 13/10/2021	/	
IMPLANTATION	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.1.1 modifié par art 5 APC 13/10/2021	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bâtiments, les installations et les stockages contrôlés lors de la visite d'inspection du 08/02/2022 sont disposés conformément aux prescriptions réglementaires.

Les moyens de prévention et de protection incendie sont disponibles et entretenus et le personnel du site est formé au risque d'incendie.

Les exercices incendie réguliers sont organisés sur le site.

Le seul constat formulé lors de la visite est que le rapport de contrôle du poteau incendie interne ne mentionne pas clairement si le débit de 1000 litres/mn minimum simultanément sous une pression dynamique de 1 bar est disponible .

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.2.1 modifié par l'art 3 de l'APC du 13/10/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des installations
Prescription contrôlée : Les bâtiments, les installations et les stockages sont disposés conformément au plan des installations figurant à l'annexe 1 du présent arrêté du 13/10/2021.
Constats : Les bâtiments, les installations et les stockages contrôlés lors de la visite d'inspection du 08/02/2022 sont disposés conformément au plan des installations figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 13/10/2021.
Observations : Trois bennes disposées dans la zone des bennes vides à proximité de la limite de propriété du côté de la société BS ENVIRONNEMENT étaient remplies respectivement de 2 m ³ environ de cartons, de 2 m ³ environ de DIB et de 2 m ³ de ferrailles. L'exploitant a indiqué que le stockage était temporaire et les bennes ont été vidées lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : ARTICLE 3.5.6 Moyens d'intervention en cas d'accident 3.5.6.1 Équipement 3.5.6.1.1 Définition des moyens L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. L'exploitant dispose, en quantité suffisante, d'un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage accidentel de produits dangereux. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. 3.5.6.1.2 Réserves de sécurité L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation,... 3.5.6.1.3 Protections individuelles Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents. 3.5.6.1.4 Ressources en eau L'exploitant doit disposer de deux poteaux d'incendie normalisés de 100mm répondant aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• être conformes à la norme NFS 61-213• être piqués directement sur une canalisation de diamètre suffisant d'au moins 100 mm et offrir un débit de 1000 litres/mn minimum simultanément sous une pression dynamique de 1 bar• se trouver en bordure d'une voie carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci L'orifice de 100 mm orienté face à l'axe de la voie de circulation• respecter les règles d'implantation conformément à la norme NFS 62-200.

L'un des poteaux devra être situé à moins de 100m du point le plus éloigné à défendre, l'autre à moins de 200m. Ces poteaux devront être positionnés de manière à éviter de couper la circulation au cas de besoin.

La mise en aspiration dans le Loir doit être considérée comme une solution possible, au cas d'évolution défavorable du sinistre, pour la mise en œuvre de moyens supplémentaires.

3.5.6.2 Organisation

3.5.6.2.1 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

3.5.6.2.2 Exercices incendie

Le personnel de l'établissement doit pratiquer tous les ans des exercices incendie, auxquels le SDIS peut s'associer.

3.5.6.3 Accès des secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Constats :

Les moyens de prévention et de protection incendie sont disponibles et entretenus.

Le personnel du site est formé et des consignes sont établies.

Des exercices incendie réguliers sont organisés sur le site.

Il est toutefois demandé à l'exploitant de justifier via l'organisme de contrôle EUROFEU que le poteau incendie interne au site offre bien un débit de 1000 litres/mn minimum simultanément sous une pression dynamique de 1 bar.

Observations :

Par courriel du 18/01/2022 et du 03/02/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- Les rapports de contrôle des extincteurs des engins et des bâtiments réalisés par EUROFEU le 19/05/2020 et le 29/09/2021. L'examen des rapports fait apparaître que les extincteurs sont en bon état de fonctionnement. Les extincteurs défectueux ont été remplacés lors des contrôles.

- Les rapports de contrôle des 4 RIA réalisés par EUROFEU le 19/05/2020 et le 07/12/2021. L'examen des rapports fait apparaître que les 4 RIA sont en bon état de fonctionnement.

- Les rapports des contrôles du poteau incendie interne réalisés par EUROFEU le 19/05/2020 et le 26/11/2021. L'examen des rapports fait apparaître que le poteau incendie est en bon état de fonctionnement mais les rapports ne mentionnent pas clairement si le débit de 1000 litres/mn minimum simultanément sous une pression dynamique de 1 bar est disponible.

- Le rapport de contrôle des PI n°55 et 56 réalisé par SUEZ le 15/06/2021 (PI n°55 : 155 m³/h sous 1 b et PI n° 56 : 172 m³ /h sous 1 b) n'amène pas de remarque particulière de l'inspection. Le site dispose d'un poteau incendie interne au site, un poteau incendie situé à l'entrée du site (PI n°56) et un poteau incendie situé à environ 125 m de l'entrée du site (PI n°55).

- Les compte-rendus des exercices incendie menés sur le site le 17/12/2019, le 18/09/2020 et le 24/11/2021. L'examen des compte-rendus n'amène pas de remarque particulière de l'inspection.

Lors de l'inspection l'exploitant a présenté la convention signée avec FRANCE FORMATIONS le 20/01/2022 afin d'assurer une formation sur site à l'aide d'une cellule incendie. Une formation théorique et pratique avec manipulation d'extincteurs sur un feu de bac et sur un feu dans une armoire électrique, a été ainsi assurée à 4 agents du site le 25/01/2022.

L'inspection a pu constater lors de la visite du site que les RIA et les extincteurs visualisés ont bien une vignette de contrôle apposée sur chaque appareil.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : IMPLANTATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.1.1 modifié par art 5 APC 13/10/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation des stockages
Prescription contrôlée : Art 4.1.1 AP 15/05/2004 modifié par l'art 15 APC 13/10/2021 : Les installations et les dépôts doivent être implantés à une distance d'au moins 10 m des immeubles habités et occupés par des tiers. Dans le cas où les dépôts de déchets combustibles seraient délimités par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, telle que grillage, palissade, haie, ..., l'éloignement des piles de matières usagées combustibles de la clôture devra être égale à la hauteur des piles. Les stockages de pneumatiques usagés réalisés en bennes seront limités à 30 m ³ par benne. Celles ci seront séparées les unes des autres par une distance d'au moins 2m. Art 15 APC 13/10/2021 : Les DIB sont stockés sur une surface de 400 m ² maximale. La hauteur maximale de stockage est fixée à 3 m. Le stockage des papiers /cartons est séparé de la clôture Sud et du stockage de déchets dangereux par des écrans thermiques EI 120 de 3 m de hauteur. Les stockages de DIB, de bois, de plastiques, papiers /cartons et le stockage de pneumatiques usagés sont disposés de manière à ce que les flux thermiques résultants d'un incendie soient maintenus sur le site et que le flux de 8 kW/m ² n'atteigne pas d'autre stockage combustible en référence aux modélisations réalisées dans le « porter » à connaissance du 12 juillet 2021.
Constats : Les stockages contrôlés lors de la visite d'inspection du 08/02/2022 sont implantés conformément aux prescriptions réglementaires.
Observations : Un écran thermique de 3m50 de hauteur est disposé entre le stockage de papiers/cartons le long de la clôture Sud. Un écran thermique de 3m50 de hauteur est disposé entre le stockage de papiers/cartons et le bâtiment où sont stockées les batteries. A noter que les batteries sont stockées dans le bâtiment à plus de 10 mètres du stockage de papiers/cartons. Lors de la visite étaient stockées environ 5 tonnes de batteries. Le jour de la visite une seule benne de 30 m ³ contenant environ 20 m ³ de pneumatiques était présente sur le site. Le jour de la visite le stockage de DIB était d'environ 60 m ³ et la hauteur de stockage fixée à 3 m maximum était respectée.
Type de suites proposées : Sans suite